



SciencesPo.

CERI
CNRS

REPRESSIONS POST-ELECTORALES : LE PRESIDENT MUSEVENI VA-T-IL PROVOQUER UN « PRINTEMPS OUGANDAIS » ?

Sandrine Perrot

(Chargée de recherche au CERI-Sciences Po)

En février 2011, le Président Yoweri Museveni remportait son pari d'être élu pour la quatrième fois à la tête de l'État ougandais. La répression brutale des manifestations de l'opposition, dans la rue depuis un mois, assombrit cependant le début de ce nouveau mandat. Depuis les élections, les appels à contester les résultats du scrutin présidentiel étaient restés lettre morte. Mais c'est sur un tout autre thème que l'opposition a habilement choisi de mobiliser : celui de la hausse du prix de l'essence et de l'alimentation. La sécheresse et l'augmentation du prix du pétrole sur le marché international ont, en effet, fait grimper l'inflation jusqu'à 14 % en avril (plus de 39 % pour les seules denrées alimentaires) et accéléré la dévaluation du shilling, la monnaie nationale.

Exploitant le mécontentement populaire, l'opposition a organisé, depuis le 11 avril, des « Marches pour aller au travail » (*Walk 2 Work*) pour protester contre le prix des transports. Ses principaux chefs de file délaissent leur véhicule pour rejoindre Kampala à pied, attirant des milliers de sympathisants sur leur chemin. Arrêtés par la police, parfois emprisonnés, puis relâchés sous caution ou sur décision de justice après quelques jours au plus, ils reprennent systématiquement leur marche dès le lendemain pour être arrêtés de nouveau. Mais ce jeu de provocations-sanction policière, retransmis en direct et suivi assidûment sur les chaînes de télévision, a rapidement laissé place à une répression plus violente. Dès le deuxième jour des contestations, la police tirait à balles réelles pour répondre aux jets de pierre des manifestants, atteignant à la main le principal leader de l'opposition, Kiiza Besigye. Une récente de Human Rights Watch a dénombré au moins dix morts (dont deux enfants et une femme enceinte), plus de 600 arrestations et 100 blessés depuis le début des protestations.

Deux questions se posent ici : pourquoi les manifestations durent-elles alors que l'on s'attendait à ce qu'elles perdent « naturellement » de leur vigueur après quelques jours, plombées par les divisions habituelles de l'opposition ougandaise ? Et pourquoi le Président Museveni, réélu à plus de 68 %, au cours d'un scrutin déclaré légal – quoiqu'émaillé d'irrégularités – par les observateurs internationaux, déploie-t-il une telle violence contre les manifestants ?

Les mobilisations autour d'enjeux socioéconomiques ont permis à l'opposition, en mal de victoire électorale, de dépasser les clivages politiques pour se montrer plus unie que d'ordinaire. Les brutalités policières ont fait le reste. La répression ordonnée par l'exécutif s'apparente en effet, aujourd'hui, à une véritable bévue politique. D'abord, parce que cette blessure par balle était pain bénit pour Besigye qui s'impose désormais, non plus comme l'amer perdant des élections, mais comme la victime d'un régime autoritaire et répressif. Usant d'une communication politique maîtrisée, Besigye, exhibant son plâtre à la main droite et chaussant de dérisoires lunettes de piscine pour tenter d'échapper aux gaz lacrymogènes, a multiplié les bravades, protestant bruyamment lors de ses arrestations et se débattant avec les services de sécurité devant les caméras. Contesté, il y a quelques semaines encore, au sein de son propre parti pour sa cuisante défaite électorale, il est aujourd'hui plus populaire que jamais.

Bévue, ensuite, parce que les exactions des forces de police ont donné de l'ampleur au mouvement de contestation qui s'est élargi aux villes de province. Passées en boucle sur les chaînes de télévision et sur Internet, les images de la quatrième arrestation de Besigye le 28 avril ont par ailleurs non seulement choqué l'opinion publique ougandaise mais aussi alarmé les cercles diplomatiques. On y voyait un policier en civil brisant la fenêtre de la voiture de Besigye avec la crosse de son revolver et l'aspergeant abondamment de gaz poivré. Traîné hors de son véhicule, Besigye était ensuite jeté, sans ménagement et face contre terre, à l'arrière d'un pick-up de la police. Les émeutes qui ont suivi cette arrestation ont alourdi le bilan des répressions. Six personnes ont été tuées au cours de la seule journée du 29 avril. Cet usage démesuré de la force a fait rebondir les contestations auprès des corps de métier des avocats et des journalistes. Les *Walk 2 Work* ont depuis cédé la place à des manifestations contre la répression et en faveur de la protection des droits de l'homme. Et la notification par la police, le 19 mai, de l'assignation à résidence de Besigye, annonce un nouveau bras de fer avec les médias et les représentations diplomatiques.

Bien sûr, la peur d'une contagion des printemps arabes a certainement pesé sur cette trajectoire répressive. L'ordre donné à la mi-avril aux chaînes de télévision de ne plus diffuser d'images des manifestations et de mettre, pendant 24 heures, Facebook et Twitter hors service rappelle étrangement les répressions de Tunisie et d'Égypte. L'opposition elle-même démontre sa volonté de s'aligner sur la rhétorique des révolutions arabes et de reproduire les événements de la place Tahrir en tentant d'investir le centre-ville de Kampala. Sans doute peut-on aussi évoquer le manque d'expérience et de savoir-faire d'une police récemment élargie et réformée, et aujourd'hui houspillée. Mais, surtout pour le Président Museveni, ces manifestations sont ressenties comme un affront personnel sur fond de rivalités politiques et privées anciennes. Le président ougandais avait claironné qu'il ne laisserait personne troubler l'ordre public après les élections et avait lancé à destination de Besigye, pour lequel il a développé une animosité viscérale, un menaçant « *Let him try !* » (Qu'il essaye !). Ancien médecin personnel et proche allié du chef de l'État, Besigye a, depuis 2001, rejoint l'opposition pour en devenir le chef de file au sein du Forum for Democratic Change (FDC). Il est aujourd'hui l'un des critiques les plus acerbes du régime.

Bravant l'ordre d'arrestation préventive qui avait été donné, Besigye a à nouveau provoqué la police le 23 mai en rejoignant la capitale ougandaise pour y lancer une nouvelle phase de protestations, dite « campagne du klaxon ». Chaque soir, pendant cinq minutes, les manifestants armés de klaxons, de vuvuzelas et autres objets assourdissants font retentir leur colère dans les rues de Kampala. Le policier chargé de surveiller et restreindre les mouvements de Besigye a été suspendu, tout comme plusieurs autres officiers de police qui se sont vus reprocher leur « mauvaise gestion des manifestations » mais aussi de Besigye...

Qu'on ne s'y trompe pas, les émeutes actuelles ne marquent pas le début d'un « printemps ougandais ». Malgré la crise politique interne et externe provoquée par les actions de répression, le régime n'est pas sur le point de vaciller. Yoweri Museveni bénéficie toujours de larges soutiens, y compris dans des bastions non traditionnels. La répression reste contenue et le degré de violence déployé en Libye et en Syrie relativise celui exercé en Ouganda. Le dialogue demeure ouvert, quoique plus tendu, avec les diplomaties étrangères. Surtout, le Président maintient un contrôle ferme et serré sur la police et l'armée qui, ni l'une ni l'autre, ne donnent signe de vouloir se ranger du côté de l'opposition. Aujourd'hui, le pouvoir comme l'opposition veulent gagner la bataille des médias et de l'opinion internationale. Le chef de l'État joue alternativement l'arrogance et la conciliation auprès de l'opposition et des bailleurs de fonds. Il promet d'indemniser les victimes des répressions, les dédommage pour leur frais médicaux et diligente le policé Amama Mbabazi, alors ministre de la Sécurité, ancien ministre des Affaires étrangères et secrétaire général du parti présidentiel, pour ouvrir un espace de dialogue avec l'opposition. Fidèle inconditionnel du Président Museveni, Mbabazi a été nommé Premier ministre lors du remaniement du 24 mai.

Cependant, la nervosité et la réactivité du pouvoir révèlent le trompe-l'œil des résultats officiels des dernières élections. La commercialisation à outrance de la campagne présidentielle a, certes, permis de lutter contre l'érosion naturelle des soutiens du régime après vingt-cinq ans de pouvoir. Mais le taux d'abstention de plus de 40 %, trahit la désaffection des électeurs pour un processus maîtrisé de bout en bout par le pouvoir. La succession éventuelle du Président Museveni aiguise, en outre, les convoitises et les divisions au sein de son propre parti. Et les bavures commises par la police, autant que la brutalité de l'arrestation de Besigye, constituent de nouveaux sujets de discorde, y compris

dans les premiers cercles du pouvoir. Autant d'éléments qui, certes, n'annoncent pas un « printemps ougandais », mais laissent envisager un (dernier ?) mandat délicat pour le Président en exercice.